

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 14 septembre 2015

---

## **Direction de l'instruction publique**

### **46 2015.RRGR.75 Motion 025-2015 Näf (Muri, PS) Fonds de la formation**

N° de l'intervention: 025-2015  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 19.01.2015  
Déposée par: Näf (Muri, PS) (porte-parole)  
Gasser (Bévilard, PSA)  
Cosignataires: 19  
N° d'ACE: 857/2015 du 1<sup>er</sup> juillet 2015  
Direction: INS

### **Fonds de la formation**

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre au Grand Conseil une proposition de loi permettant de créer un fonds de la formation, dont les grandes lignes seront les suivantes :

1. Le fonds de la formation ne peut être alimenté que si les conditions du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et du frein à l'endettement appliqué au compte des investissements sont respectées pour l'exercice au débit duquel cette alimentation intervient.
2. Les ressources du fonds de la formation peuvent servir à :
  - a) assurer le financement pérenne des offres de formation publiques et éviter ainsi des suppressions pour des raisons financières ;
  - b) financer de nouveaux projets d'infrastructure d'institutions publiques de formation ;
  - c) financer des offres de formation supplémentaires qui améliorent le potentiel économique du canton de Berne.
3. L'utilisation des ressources du fonds est du ressort du Grand Conseil.

#### **Développement :**

La situation financière du canton de Berne a conduit ces dernières années à la dislocation de la formation alors même que son importance est unanimement reconnue et que ces mesures sont regrettées. Il faut stopper cette tendance qui met en péril l'avenir du canton. Le canton Berne, en tant que lieu de formation, doit également d'investir dans les infrastructures des institutions de formation et pouvoir, en cas de besoin, financer des offres de formation supplémentaires. Ces offres doivent contribuer à fournir de la main-d'œuvre qualifiée à l'économie bernoise. Citons à titre d'exemple le campus Biel/Bienne ou des projets dans le domaine des professions de la santé. Avec ce nouveau fonds, le canton de Berne pourrait réussir, malgré un frein à l'endettement très sévère, à maintenir ses institutions de formation en bonne santé pour un avenir économique fort et à les protéger des aléas financiers dus à la conjoncture.

### **Réponse du Conseil-exécutif**

La formation tient une place importante dans le canton de Berne. C'est pourquoi le Conseil-exécutif s'est à nouveau fixé comme objectif dans son programme gouvernemental de législature 2015 à 2018 de renforcer la formation, notamment en consolidant le système éducatif bernois. Pour ce faire, l'accent a été mis sur trois aspects : la stabilité financière des institutions de formation, l'amélioration des conditions d'engagement des membres du corps enseignant ainsi que le maintien et l'extension des marges de manœuvre en termes d'organisation. D'après le programme gouvernemental de législature, priorité doit être donnée à la réflexion et au développement de l'enseignement.

La stabilité des conditions est un facteur décisif en matière de formation. Ces dernières années, du fait des réductions de moyens opérées dans le cadre des trains d'économies, la ligne rouge a toutefois été franchie dans le domaine de la formation. Aujourd'hui, le maintien à long terme de l'offre actuelle de formation dans sa qualité actuelle n'est possible que si aucune coupe supplémentaire ne vient grever les ressources.

Le Conseil-exécutif est conscient de cet état de fait et en tient compte dans le cadre des débats financiers. Il est décidé à empêcher toute variation à court terme. Dans le même temps, il se doit de considérer le frein à l'endettement. C'est pourquoi, même quand des coupes ont été nécessaires ces dernières années, le Conseil-exécutif s'est efforcé de faire en sorte qu'elles demeurent acceptables en matière de formation et surtout qu'elles ne tirent pas à hue et à dia. Ainsi, malgré les conditions financières difficiles, le Conseil-exécutif est par exemple parvenu à octroyer aux enseignants et enseignantes une progression salariale fiable au travers d'une révision de la loi sur le statut du corps enseignant.

Constituer un fonds pour garantir la stabilité des moyens disponibles pour la formation, comme le demande le motionnaire, serait une solution envisageable. Dans les années 80, dans le canton, il existait une multitude de fonds. Beaucoup ont été clôturés ces dernières années ou sont arrivés à expiration. Les fonds restants correspondent généralement à des moyens financiers liés, affectés à l'accomplissement de tâches publiques déterminées, et reposent sur une base légale (art. 14 LFP). Le Fonds de couverture des pics d'investissement, créé en 2010 et dont les moyens pouvaient aussi être employés pour des projets d'infrastructure réalisés dans des institutions de formation publiques, a lui aussi été dissous.

Avec le passage au modèle comptable MCH2/IPSAS, la création de fonds est encore plus difficile car les normes IPSAS ne prévoient pas la possibilité de financements par des financements spéciaux ou des fonds dans la mesure où cela n'est pas compatible avec le principe « *true and fair view* ». Par ailleurs, la création d'un fonds spécifique pour la formation n'est pas opportune dans une optique plus globale. En effet, les moyens qui alimenteraient ce fonds échapperaient aux priorités fixées à l'échelle cantonale, réduisant d'autant les marges de manœuvre en termes de planification financière.

Dans le contexte financier précaire qui prévaut toujours, garantir la disponibilité des moyens pour pouvoir répondre au mieux aux différentes obligations reste l'objectif premier du Conseil-exécutif. Ce dernier continuera néanmoins à tout mettre en œuvre pour tenir compte de l'importance de la formation dans ses considérations financières et améliorer la situation dans la mesure du possible.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

**Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président.** Die Regierung bestreitet diesen Vorstoss. Deshalb führen wir nun eine freie Debatte. Der Motionär hat das Wort.

**Roland Näf, Muri (PS).** Im Ausland werde ich oft gefragt, woran es denn liege, dass die Schweiz wirtschaftlich so erfolgreich sei. Das sei sicher auf die Banken zurückzuführen. Dann antworte ich, dem sei nicht so, der Grund sei vielmehr in unserem Bildungssystem zu suchen. Ich denke dabei insbesondere an das duale Berufsbildungssystem, welches international gesehen ein Hit ist. Doch auch die Forschung und die Innovation spielen eine wichtige Rolle. Auf unserem «Schulreisli» in Neuenburg konnten wir eine Nase voll davon nehmen und sehen, was das konkret heisst und warum wir so erfolgreich sind in Bezug auf den Transfer zwischen Forschung und Wirtschaft. Schauen wir nun zurück auf unsere Diskussionen im Zusammenhang mit der ASP. Die meisten oder sogar alle Parteien betonen regelmässig gegenüber den Medien, die Bildung sei unser einziger Rohstoff. Alle sind davon überzeugt, dass die Bildung für unseren Kanton entscheidend ist. Trotzdem mussten wir in diesem Bereich Kürzungen vornehmen. Es ist interessant, sich die

damalige Diskussion in Erinnerung zu rufen. In der FiKo wie auch im Grossen Rat sagte man, eigentlich sei es nicht gut, bei der Bildung zu kürzen, aber wenn wir ein ausgeglichenes Budget wollten, seien wir dazu gezwungen. Das kann ganz sicher nicht der richtige Weg sein.

Schauen wir nun die aktuelle Bildungssituation an. Wir haben gerade davon gesprochen, dass wir zu wenig Ärztinnen und Ärzte ausbilden. Wir bilden in der Schweiz zu wenige Fachkräfte aus, es reicht nirgends hin. Wir müssen entsprechend viele Fachkräfte aus dem Ausland anstellen, was auch nicht allen hier im Rat passt. Dies ist eine heikle Situation. Zudem rechne ich damit, dass es im Bildungsbereich in der nächsten Zeit eher schwieriger werden wird. Wenn wir etwa die demografische Entwicklung auf der Volksschulstufe anschauen, sehen wir, dass es wesentlich mehr Schulkinder hat. Damit wird die Schule teurer. Gleichzeitig ist es nicht sicher, dass der Kanton Bern in den nächsten Jahren weiterhin so positive Zahlen schreiben wird, wie es im Moment der Fall ist. Bei einem Einbruch der Konjunktur kann sich das schnell ändern.

Wenn man die Antwort des Regierungsrats auf unseren Vorstoss liest, dann hat man den Eindruck, dass der Regierungsrat voll auf unserer Linie argumentiert. Der Regierungsrat betont die Bedeutung der Bildung. Er schreibt auch, mit den Sparmassnahmen im Zusammenhang mit den ASP habe man eine rote Linie erreicht, es könne auf keinen Fall so weitergehen. Doch nach etwa einer halben Seite kommt der Bruch in der Argumentation, und es folgt ein grosses Aber. Er sagt, aus gesamtstaatlicher Optik sei es nicht opportun, die Bildung mit einem Fonds zu bevorzugen. Man müsse immer daran denken, dass damit etwas der gesamtstaatlichen Prioritätensetzung entzogen werde. Wir sind zwar nicht an den Sitzungen des Regierungsrats dabei, doch ich habe den Verdacht, dass jedes Regierungsmitglied ein wenig Angst hatte, in seiner Direktion etwas zu verlieren. Der Regierungsrat handelt ja nicht immer als Team. Die Mitglieder sind auch Vertreterinnen und Vertreter einer Direktion. Interessant ist auch eine Aussage des Bildungsdirektors. Dieser hat wie immer zu Beginn des Schuljahrs allen Lehrkräften einen Brief geschrieben. Diesmal schrieb er: «Der Regierungsrat bekennt sich zu starken Bildungsinstitutionen und wird alles unternehmen, um diese vor weiteren Sparbeschlüssen zu schützen.» Ob das jetzt wirklich alle Regierungsmitglieder so sehen? Ich bin nicht ganz sicher, da nun der Bildungsfonds abgelehnt wird. Genau das wäre aber eine Chance.

Ich denke, wir müssen jetzt die Bildung priorisieren für eine starke Zukunft und für einen starken Kanton Bern. Interessanterweise war die Argumentation gegen Fonds im Allgemeinen gerichtet. Der Regierungsrat argumentierte dabei mit dem Harmonisierten Rechnungslegungsmodell 2 (HRM2). Dies ist doch einigermassen amüsant, wenn man bedenkt, dass der Regierungsrat gleichzeitig Nationalbank-Gewinne in einen Fonds einzahlen will. Auf einmal soll ein Fonds wieder etwas Gutes sein. Das geht nicht auf. Wir hatten seinerzeit einen Beton- und Asphaltfonds, sprich Infrastrukturfonds. Wenn ich die beiden Fonds vergleiche, muss ich sagen, dass ein Bildungsfonds doch viel mehr bringen würde. Ich bitte Sie nun, diese Motion zu unterstützen und Farbe zu bekennen. Wenn wir in Zukunft wirklich einen starken Kanton Bern wollen, dann müssen wir die Bildung priorisieren, vor allem dann, wenn es wieder knapp wird. Es wird bestimmt wieder einmal finanziell knapp werden im Kanton Bern.

*Le président Marc Jost prend la direction des délibérations.*

**Le président.** Der Mitmotionär wünscht das Wort nicht. Wir kommen somit zu den Fraktionen.

**Christoph Grimm, Berthoud (pvl).** Die glp geht mit dem Motionär einig, dass die Bildung eines unserer wichtigsten Güter ist, und dass wir dieses in die Zukunft tragen müssen. Die Antwort der Regierung klingt für uns jedoch sehr plausibel. Es kann nicht sein, dass man die verschiedenen «Töpfchen», die man abgebaut hat, nach und nach wieder äufnet. Zuerst schliessen wir sie, und dann kämpfen wir um einen Fonds für die Nationalbankgewinne. Es ist wichtig, dass wir die Mittel dort einsetzen, wo wir sie gerade brauchen. Die glp ist der Meinung, dass wir nicht einfach Mittel beiseitelegen sollten. Vielleicht brauchen wir Geld für die Fachhochschule, doch das hat mit diesem Fonds gar nichts zu tun. Wir legen Geld auf die Seite, das uns dann vielleicht in einem anderen Bereich fehlt. Wir sind dann gesamthaft weniger flexibel. Das wollen wir nicht. Kurz gesagt, wir wollen keine neuen «Töpfchen». Der neue Bildungsfonds würde wohl «BiF» heissen. Wir wollen keinen neuen «BiF». Die glp lehnt den Vorstoss deshalb einstimmig ab.

**Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts).** Die grüne Fraktion hat grundsätzlich Sympathien für einen Bildungsfonds. Leider stimmt es, dass die Ausgaben für die Bildung im Kanton Bern in den

letzten Jahren gesunken sind. Schauen Sie doch nochmal die Grafik in der Antwort auf die Interpellation Müller an. Sie befindet sich auf der zweiten Seite (*Madame Keller montre le graphique à l'assemblée*). Da sehen Sie die Kurve, die zeigt, dass der Interpellant Müller mit seinen Annahmen überhaupt nicht Recht hatte. Diese Entwicklung macht uns Sorgen und muss aufgehalten werden. Doch die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass mit dem Übergang zum harmonisierten Rechnungswesen (HRM2) die Hürden für neue Fonds nochmals höher würden, und dass ein neuer spezieller Bildungsfonds aus einer gesamtstaatlichen Optik nicht opportun wäre. Wir bedauern, dass man nicht im Jahr 2010 den Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen geäuft hat, und dass man in diesen guten Zeiten nicht auch einen Bildungsfonds geäuft hat. Ein Teil der Fraktion glaubt, dass es heute nicht mehr der richtige Moment ist, um einen Bildungsfonds zu äufen. Ein Teil der Fraktion wird jedoch dem Vorstoss zustimmen.

**Ulrich Stähli, Gasel (PBD).** Die BDP-Fraktion lehnt diese Motion einstimmig ab. Die Schaffung eines Fonds ist für uns nicht der richtige Weg. Wir wollen, dass die Bildungsausgaben in der Investitionsplanung und auch in der laufenden Rechnung ersichtlich sind und nicht aus irgendwelchen «Kässeli» gespiesen werden. Dies ist unsere Kernaussage. Die BDP ist somit gegen eine Bildungsfonds-Lösung, möchte jedoch betonen, dass auch für uns die Bildung weiterhin einen sehr hohen Stellenwert hat. Der Regierungsrat verspricht auch, die Bildung in Zukunft sehr wohl in seine finanzpolitischen Überlegungen einzubeziehen und nach Möglichkeit auch bei der Bildung Verbesserungen vorzunehmen. Wir sehen das genau gleich und unterstützen die Haltung der Regierung.

**Raphael Lanz, Thoune (UDC).** Als der Motionär sprach, dachte ich, das ist ein guter Einstieg, wir sind auch für ein gutes Bildungssystem. Wir sind für ein Bildungssystem, bei dem unsere Kinder in der Schule etwas lernen. Warum sind wir trotzdem gegen den neuen Fonds? Nur weil die Bildung ein wichtiger Bereich ist, heisst dies noch lange nicht, dass wir dafür einen Fonds äufen sollen. Es gibt noch andere wichtige Staatsaufgaben. Denken Sie zum Beispiel an die Sicherheit oder an die Gesundheit. Wenn wir nun überall solche Fonds äufneten, würde dies bedeuten, dass unsere Finanzen intransparenter würden, und das wiederum würde langfristig die Erfüllung sämtlicher staatlicher Aufgaben gefährden. So ein Fonds steht quer in der Landschaft, wie bereits ausgeführt wurde. Er widerspricht dem Grundgedanken von HRM2. Die SVP lehnt die Einführung eines solchen Fonds einstimmig ab.

**Stefan Oester, Belp (UDF).** Auch die EDU steht der Schaffung eines solchen Fonds sehr kritisch gegenüber. Die EDU ist schon früher gegen Fondsbildungen gewesen. Das heisst nicht, dass wir gegen die Bildung sind. Die Bildung ist ein wichtiger Faktor für unsere Wirtschaft. Wir wollen bei den Bildungsausgaben nicht knausern, sondern umsichtig und kostenbewusst vorgehen. Die Antwort des Regierungsrats überzeugt uns, und die EDU unterstützt diese Antwort und lehnt diese Motion ab.

**Christian Bachmann, Nidau (PS).** Spare in der Zeit, so hast du in der Not. Dieses Sprichwort kennen alle hier, und viele handeln auch danach. In der Not der letzten Jahre ist die Bildung, unser bestes Gut, immer wieder gerupft worden. Es gab Kürzungen in Fächern wie Werken oder Sport, obwohl das Sportleitbild ausdrücklich festhält, dass die Bewegungseinheiten auch bei finanziellen Engpässen nicht reduziert werden sollen. Man hat den Sprachunterricht zusammengestrichen und die SchülerInnenzahl pro Klasse erhöht. Die Schule wird bei jeder Sparmassnahme gerupft. Beim Jahresabschluss hat man dann ein positives Ergebnis. Dem will diese Motion gegensteuern. Wem die Bildungsförderung mehr ist als ein Lippenbekenntnis, der oder die stimmt dieser Motion zu. Bildung darf mit einem solchen Fonds gestützt werden. Ein solcher Fonds ist ein Beitrag zu unserem Erfolg. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diese Motion.

**Christine Grogg-Meier, Bützberg (PEV).** Als EVP ist es uns ein grosses Anliegen, bei der Bildung nicht zu sparen. Bildung ist für unsere Gesellschaft wesentlich. Sie bildet die Grundlage für die Zukunft. Wir sind mit der Aussage des Berufsverbands der Lehrerinnen, Lehrer und Schulleitungen des Kantons Bern (LEBE) einverstanden, der sagt, wir hätten nun eine rote Linie erreicht, die nicht unterschritten werden dürfe. Weiteres Sparen bei der Bildung hätte weitreichende Folgen für unsere Kinder, und damit negative Folgen für unsere Zukunft. Ich denke, dieses Risiko möchte niemand in diesem Saal eingehen. Die Vorstösse zum Thema Schule, die noch anstehen, sprechen Bände.

Wie die guten Rahmenbedingungen für unsere Schule sichergestellt werden können, daran scheiden sich jedoch die Geister. Die EVP ist der Meinung, dass die Bildung eines Fonds nicht der richtige Weg ist. Angesichts des neuen Rechnungssystems HRM2, welches bereits erwähnt wurde, läuft die Zeit der Fondsbildungen endgültig aus. Unsere kantonale Bildungsstrategie hat das Ziel, stabile Rahmenbedingungen zu schaffen und zu erhalten. Ich bitte Sie alle, dies bei den zukünftigen Budgetdebatten im Auge zu behalten. Wir sollen auch ohne Fonds für unsere Kinder eine gute Bildung gewährleisten.

**Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR).** Wenig überraschend lehnt auch die FDP die Äufnung eines solchen Fonds einstimmig ab. Wir sind gegen «Kässeli» und für den Regierungsrat. Lieber Roland, ehrlich gesagt sind wir der Überzeugung, dass es für eine gute Bildung viel bessere Argumente gibt als ein finanzpolitisch längst überholtes Fonds-System. Lass es einfach bleiben! (*Hilarité*)

**Le président.** Wir kommen zu den Einzelvoten.

**Philippe Müller, Berne (PLR).** Nur ganz kurz. Vorhin wurde meine Interpellation angesprochen. (*Monsieur Müller montre le document.*) Sie sehen hier die Entwicklung der ERZ-Ausgaben. Zwischen 2002 und 2011 sind diese um 32 Prozent gestiegen. Ganze 32 Prozent. Ich weiss nicht, ob es irgendwo eine ähnliche Steigerung gibt, ausser vielleicht bei den Sozialausgaben. Die Bildung ist sehr wichtig; ich denke, darin sind wir uns einig. Es ist falsch, jenen, die dieses «Kässeli» nicht befürworten, vorzuwerfen, die Bildung sei ihnen nicht wichtig, und sie würden nur bei der Bildung sparen. Schauen Sie diese Grafik an. So etwas sehen Sie sonst nirgends.

**Le président.** Es gibt keine weiteren Voten aus dem Rat. Dann hat jetzt der Herr Regierungsrat das Wort.

**Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.** Die Motion Näf bringt ein sympathisches Anliegen zur Sprache. Es ist fast ein wenig schwierig für einen Bildungsdirektor, diese Motion abzulehnen. Wir alle sollten uns der Bedeutung der Bildung für unsere Wirtschaft und Gesellschaft bewusst sein und daran denken, dass wir in diesen Bereich investieren müssen und hier nicht sparen sollten. Doch im Gegensatz zu dem, was in einer heute noch traktandierten Interpellation behauptet wird und was Philippe Müller gesagt hat, sind die Kosten der ERZ in den letzten Jahren stabil geblieben und dann sogar leicht zurückgegangen. Ich muss Philippe Müller darauf hinweisen, dass zwischen 2002 und 2009, als die Kosten gestiegen sind, kein grüner Erziehungsdirektor die Budgets zu verantworten hatte, sondern einer aus seiner Partei. Für diesen Anstieg mag es gute Gründe gegeben haben, aber ich finde es doch etwas überraschend, wie die Debatte hier geführt wird. In den nächsten Jahren wird der Saldo bei den Bildungsausgaben im Gegensatz zum Saldo anderer Direktionen stabil bleiben. Obwohl weitere dringende Aufgaben auf uns zukommen werden, werden wir versuchen, mit dem bestehenden Budget auszukommen. Auch für die geplante Erhöhung der Anzahl Studienplätze in der Medizin möchten wir das Budget der Universität nicht verändern. Wir haben vorhin im Rahmen der Motion Kohler über dieses Thema gesprochen. Warum sind wir trotzdem gegen einen solchen Fonds? Weil die Aushandlung von Finanzflüssen und von politischen Schwerpunkten Teil der politischen Prozesse bleiben muss. Auch der Grosse Rat muss im Rahmen der Budgetplanung mitbestimmen können. So sympathisch es mir wäre, für die Bildung einen speziellen Fonds zu äufnen, muss ich es ablehnen, denn ein solcher Fonds wäre problematisch. Bildung ist ein wichtiges Anliegen, doch auch andere Bereiche wie etwa die Sicherheit oder die Gesundheit sind wichtig. Es muss Teil des politischen Prozesses sein, wie wir unsere Ressourcen im Rahmen der Budgetplanung zuteilen. Deshalb ist der Regierungsrat gegen diesen Vorstoss. Natürlich würde der Grosse Rat über die Verwendung dieses Fonds beschliessen, wie es Roland Näf vorschlägt. Aber letztlich muss der Entscheid über die Verteilung der Mittel während der Budgetdebatte gefällt werden. Dann werden die politischen Schwerpunkte gesetzt.

**Le président.** Nun hat nochmals der Motionär das Wort.

**Roland Näf, Muri (PS).** Ich möchte allen, die hier vorne gesprochen haben, herzlich danken. Jeder und jede hat ein Bekenntnis zur Bildung abgelegt. Das ist toll. Die entscheidende Frage ist jene, die der Herr Regierungsrat angesprochen hat: Will man der Bildung Priorität einräumen oder nicht?

Darum geht es hier. Ich denke, dies würde sich lohnen. Wenn wir sicher sein wollen, dass in der Zukunft nicht bei der Bildung gespart wird, müssen wir dies tun. Wir haben vorhin die Bitte der EVP gehört, nicht beim nächsten Mal, wenn die Finanzen knapp werden, bei der Bildung zu sparen. Das sind schöne Worte. Worte sind gut, doch die Realität sieht oft anders aus. Wir haben es beim letzten Mal gesehen: In dem Moment, wo Sie wegen der Schuldenbremse oder einer schwierigen finanziellen Situation unter Druck stehen, werden Sie auch wieder bei der Bildung sparen, auch wenn es aus Ihrer Sicht nicht sinnvoll ist. Ich bin nach wie vor davon überzeugt, dass ein Bildungsfonds das richtige wäre. Eine Möglichkeit wäre vielleicht, den Nationalbank-Gewinnfonds zweckgebunden zu machen. Das wäre vielleicht eine Idee zuhänden des Regierungsrats.

**Le président.** Philippe Müller möchte eine kurze Replik machen zum Herrn Regierungsrat, der ihn direkt angesprochen hat.

**Philippe Müller, Berne (PLR).** Vielleicht habe ich etwas nicht richtig verstanden. Gemäss der Grafik, die ich von der ERZ erhalten habe, sind die Ausgaben bis 2011 gestiegen. Ich weiss nicht, ob ich es nicht mehr richtig in Erinnerung habe, wann Bernhard Pulver Erziehungsdirektor geworden ist. Ich habe geglaubt, dies sei 2006 gewesen. Möglicherweise irre ich mich.

**Le président.** Dann kommen wir zur Bereinigung dieser Motion. Wer diese Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

#### Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 35

Non 95

Abstentions 2

**Le président.** Sie haben die Motion abgelehnt. Nun noch ein Hinweis zum morgigen Sessionstag: Zum einen werden wir Traktandum 55 nicht vor dem Nachmittag anfangen. Das heisst, falls wir rascher zu den Geschäften der JGK gelangen sollten, schlage ich vor, einen Vorstoss vorzuziehen, um erst nach der Mittagspause mit dem Bericht zum Verhältnis von Kirche und Staat zu beginnen. Die SAK hat morgen Vormittag noch eine kurze Sitzung, an der sie allenfalls Anpassungen an den Anträgen vornehmen wird. Dann mussten wir heute eine Pause einlegen, weil einzelne Geschäfte sehr kurzfristig zurückgezogen wurden. Wenn es zu den Geschäften der Volkswirtschaftsdirektion noch Rückzüge geben sollte, dann bitte ich Sie, dies jetzt zu melden. So können wir das einplanen und entsprechend informieren. Ich wünsche Ihnen allen einen schönen Abend.

*La séance est levée à 16 heures 26.*

Les rédactrices :

*Sara Ferraro (d)*

*Catherine Graf Lutz (f)*